

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 66 (2008)

Heft: 1: Libéralisation et reconnaissance des parties prenantes

Vorwort: Avant-propos de la rédaction

Autor: Geuser, Fabien de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

AVANT-PROPOS DE LA RÉDACTION

La place de l'autre dans le libéralisme

Ce numéro de la RES accueille dans ses pages des articles qui se confrontent à la question du statut de l'autre dans notre économie libérale. Cette dernière se fonde, on le sait depuis Adam Smith sur un égoïsme rationnel qui, s'il reste encadré dans le respect d'un cadre éthique et légal, aboutirait ou aboutira, selon la foi de chacun dans ce modèle, à l'accroissement général de la richesse des nations et des individus.

Mais nous percevons tous que cet égoïsme rationnel ne doit pas dissoudre la reconnaissance de la multiplicité des individualités, de leurs besoins et de leurs attentes. La maximisation des intérêts ne peut pas supposer l'homogénéité de ces intérêts. Richesse, équilibre, culture, santé, sécurité,... les différences sont multiples et expliquent en partie la remise en question d'un modèle libéral unique et visant une maximisation économique simple, voire simpliste. Comment alors penser et organiser une économie basée sur le libéralisme maximisateur et la reconnaissance du droit à la différence? C'est dans ce débat que s'articulent les contributions de ce numéro. On pourra y trouver des clefs pour comprendre par exemple les raisons et les limites du recours au nationalisme économique par certains états au nom de la protection d'intérêts vitaux remis en question par ce libéralisme. Les auteurs de cet article montrant alors l'aspect très discuté de ces politiques qui aboutiraient en fait à privilégier l'intérêt particulier d'élites. Mais cela n'exclut pas la coopération entre états comme en témoigne un article consacré au bilan des relations entre la Suisse et les Etats-Unis. A l'autre extrémité de la perspective, un autre article de ce numéro témoigne de la difficulté pour d'autres idéologies, et principalement l'alter-mondialisme, à se constituer en alternatives crédibles, pratiques et organisées. A un niveau moins macro-économique, les autres contributions exposent la complexité des parties prenantes du jeu libéral et la difficulté qu'il y a à vouloir essayer de les satisfaire toutes: clients, actionnaires, employés, environnement, société,... Faut-il les prioriser? Est-ce le cas? Sur quel critère? On comprend alors que cette question ne peut être envisagée, comme le signalent le professeur Gugler et Serge Brunner dans leur article, que d'un point de vue global, c'est à dire d'un point de vue qui ne se focaliserait pas que sur une seule de ces parties prenantes ou sur une seule perspective disciplinaire.

Mais il faut aussi adjoindre à cette dimension systémique et globale, un impératif éthique. Notre système libéral ne peut actuellement satisfaire les intérêts différents de toutes ces parties prenantes. Il engendre donc inéluctablement des oubliés, des frustrations, voire des laissés-pour-compte. On pense bien sûr aux exclus, aux pauvres,... mais il faut aussi adjoindre les oubliés de l'économie: la culture, la solidarité, l'environnement, les affects,...

L'impératif éthique consiste à accorder une valeur à ces oubliés de l'économie. Les articles de ce numéro montrent toute l'importance pour la survie même de notre système libéral d'intégrer cet impératif dans nos pratiques et nos politiques.

L'autre partie de ce numéro regroupe des articles sur la modernisation du secteur des services. C'est un thème qui tient au coeur de notre revue qui publie régulièrement de tels articles.

Ils traduisent l'évolution de notre économie vers un monde de services et exigent de nos entreprises une modification radicale de leur organisation et de leurs rapports en particulier à l'innovation. Au travers de cas comme l'éducation, le tourisme, l'hôtellerie,... les contributions de ce dossier témoignent des conséquences de ce redéploiement des organisations vers la création d'avantages concurrentiels durables au sein d'une telle économie de service. Mais là encore, nous pourrions analyser cette question autour de la dimension de la reconnaissance de l'autre et de ces différences. L'économie de service peut en effet être pensée comme une économie des différences, des singularités. Faire face à ces dernières supposerait une modularité des organisations et une capacité d'adaptation qui expliqueraient la nécessaire ré-interrogation des structures néo-fordiennes actuelles. Mais l'enjeu est évident: le potentiel de croissance d'une économie de services individualisés est infini ou presque.

Pour la rédaction,
Fabien De Geuser